

Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Pierre
Superficie	242 km ²
Situation géographique	Océan Atlantique, à 25 km au sud-ouest de Terre-Neuve, Paris à 4 300 km
Langue parlée	Français
Monnaie	Euro
Statut	Collectivité d'outre-mer
Représentation nationale	1 député, 1 sénateur, 1 représentant au CESE
Représentation de l'Etat	Préfet

P O R T R A I T

La pêche au cœur de l'activité économique

Le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon a été découvert en 1520 par le navigateur portugais José Alvarez Faguendes. Jacques Cartier en prendra possession en 1535 au nom de François I^{er}. L'archipel prend alors le nom de Saint-Pierre-et-Miquelon. Tour à tour colonie française puis britannique, il devient définitivement français en 1816.

La première véritable sédentarisation, d'origine française, remonte à la seconde moitié du XVII^e siècle, les deux îles principales servant de base aux pêcheurs normands, bretons et basques qui y pratiquaient la chasse baleinière et la pêche à la morue. Cette dernière est particulièrement florissante après la Seconde Guerre mondiale avec l'apparition de navires-usines qui transforment et congèlent la ressource directement à bord. La pêche industrielle intense conduit à la création, en 1977 par le Canada, puis par la France, des zones économiques exclusives (ZEE) de 200 milles. Le litige sur la délimitation est tranché en 1992 par le tribunal arbitral de New York qui réduit la ZEE française à une étroite bande d'océan au sud de l'archipel. La même année, face à la diminution de la ressource halieutique, le Canada impose un moratoire de cinq ans sur la pêche à la morue qui bouleverse la structure économique de l'archipel basée sur une filière unique, les activités marchandes cédant progressivement le pas principalement aux services administrés. La pêche à la morue ne reprendra qu'en 1997, encadrée par l'accord de 1994 entre la France et le Canada établissant des quotas très faibles au regard de la production passée. Cependant, les stocks de morue ne se reconstituent pas, et la faiblesse des quotas attribués à l'archipel a porté un coup sévère au secteur de la pêche.

Particularités du statut institutionnel

Depuis 2003, Saint-Pierre-et-Miquelon a le statut de collectivité d'outre-mer régi par l'article 74 de la Constitution. La loi organique du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer a défini un statut propre à Saint-Pierre-et-Miquelon.

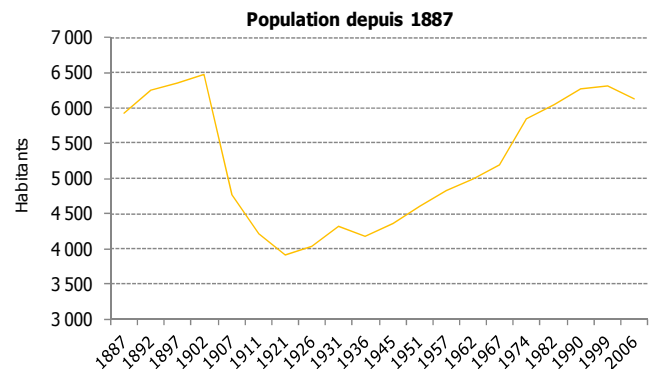
La collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon est constituée de deux communes (Saint-Pierre et Miquelon-Langlade) et d'un Conseil territorial. Les communes de Saint-Pierre et de Miquelon-Langlade ont les mêmes compétences qu'une commune métropolitaine.

Le Conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon détient les compétences des départements et des régions métropolitains, à quelques exceptions près (collèges et lycées, routes nationales, etc.). En outre, le Conseil territorial dispose de compétences relatives à la fiscalité, au régime douanier et à l'urbanisme.

Selon le droit communautaire, Saint-Pierre-et-Miquelon est considéré comme un Pays et territoire d'outre-mer (PTOM) fondé sur la base d'un régime d'association. A ce titre, cet archipel est traité comme un territoire étranger qui n'applique qu'une partie du droit communautaire, et ce sur le fondement d'un traité associatif. En raison du statut de PTOM, certaines normes techniques communautaires ne sont pas obligatoirement applicables, ce qui présente l'avantage de faciliter les échanges commerciaux, notamment avec les Etats-Unis et le Canada.

UNE DÉMOGRAPHIE EN DÉCLIN

6 125 habitants ont été dénombrés lors du recensement de l'INSEE en 2006. La baisse de 200 habitants par rapport au recensement de 1999 touche particulièrement la commune de Miquelon-Langlade. Cette baisse fait suite à une stagnation de la population entre 1990 et 1999, alors que la croissance démographique était continue depuis 1921. L'archipel est confronté à d'importants départs de jeunes en âge de faire des études supérieures ou de trouver un premier emploi. La proportion des jeunes de 20 à 30 ans est ainsi passée de 12,6 % en 1999 à 9,6 % en 2006. Les difficultés rencontrées par l'activité halieutique au début du XX^e siècle (mauvaises campagnes de pêche, disparition du « french shore » en 1904) expliquent la chute de la population observée durant cette période. La tendance s'inverse au début des années 20 avec la prohibition, l'archipel devenant une plaque tournante du trafic d'alcool.



Source : INSEE

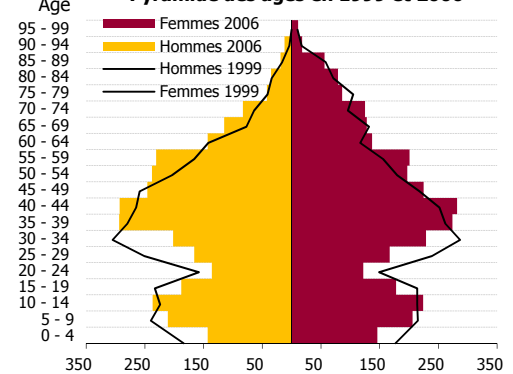
Indicateurs démographiques

	Saint-Pierre-et-Miquelon	France ⁽¹⁾
Population totale (millions pour la France, 2006)	6 125	65,4
Part des - 20 ans (% , 2006)	25	25
Part des 20 à 59 ans (% , 2006)	57	52
Part des + 60 ans (% , 2006)	18	23
Taux de croissance annuel moy. de la pop. (% , 1999-2006)	-0,4	0,6 ⁽²⁾
Densité de population (hab/km ² , 2006)	25	114,8 ⁽³⁾
Taille moyenne des ménages (2006)	2,4	2,3 ⁽⁴⁾

(1) Bilan démographique de l'INSEE 2011 ; (2) Entre 2002 et 2012 ; (3) Recensement INSEE de 2009 ; (4) En 2008.

Sources : INSEE, Préfecture

Pyramide des âges en 1999 et 2006



Sources : Recensement- INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Le PIB 2008 de Saint-Pierre-et-Miquelon s'élevait à 172,1 millions d'euros à prix courants (estimation incluant l'effet prix), en progression de 6,7 % par rapport à 2004. L'économie de l'archipel est dominée par le secteur tertiaire. Les seules administrations publiques représentent presque la moitié de la valeur ajoutée, en progression de presque 10 points sur quatre ans. En revanche, le secteur de la pêche, avec moins de 1% de la valeur ajoutée, devient marginal.

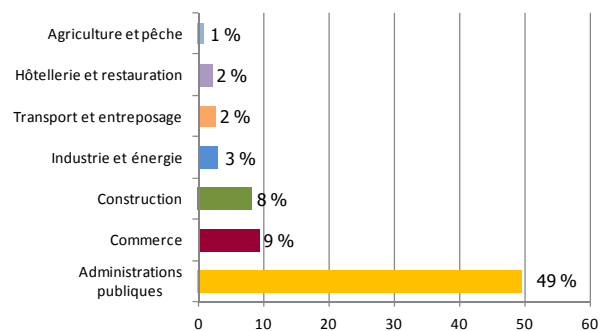
Principaux indicateurs économiques

	SPM	France
PIB (milliards d'euros, 2008) ⁽¹⁾	0,172	1933,2
PIB/habitant (euros, 2008) ⁽¹⁾	28 327	30 143
Nombre d'entreprises recensées (2011)	570	-
Taux de dépendance aux importations	46,0	25,1
Dépenses de l'Etat	-	-
Dettes des Collectivités	-	7,6
Part du secteur public dans le PIB (en %, 2008)	49,4	7,5

Sources : INSEE, IEDOM, Préfecture, CACIMA, Service des douanes et DCSTEP

(1) Le PIB est estimé à prix courants, sans correction de l'effet du niveau des prix, qu'il n'est pas possible d'approximer par l'indice des prix à la consommation.

Répartition de la valeur ajoutée en 2008⁽¹⁾

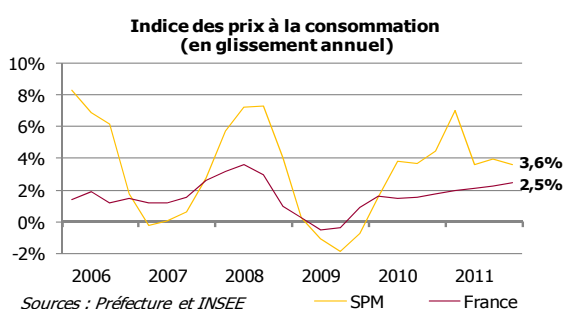


Source : IEDOM

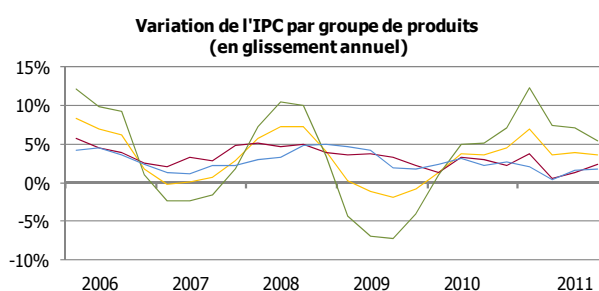
(1) Certains secteurs institutionnels ne sont pas représentés sur le graphique, d'où un cumul des poids différent de 100 %.

Volatilité de l'indice des prix

L'indice des prix à Saint-Pierre-et-Miquelon présente une plus grande volatilité que celui de la métropole. Il est en effet très dépendant du taux de change du dollar canadien (la grande majorité des produits de consommation étant importés du Canada) et du prix du fioul et des carburants (poids important dans la consommation des ménages).



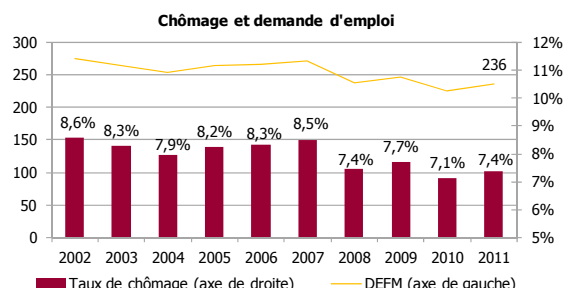
Sources : Préfecture et INSEE



Sources : Préfecture et INSEE

Concentration des emplois dans les services

La situation de l'emploi a été profondément modifiée avec l'arrêt brutal de la pêche à la morue. L'économie s'est fortement tertiaisée, le secteur tertiaire représentant 86% des emplois en 2006 contre 72% en 1992. Le marché du travail se caractérise par une forte saisonnalité, liée aux aléas climatiques. Il en résulte une hausse des demandeurs d'emplois et des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) pendant cette période. Toutefois, ces dernières années, le lancement de plusieurs chantiers publics a permis de réduire le nombre de demandeurs d'emploi.



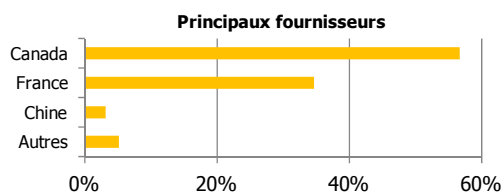
Source : Préfecture
DEFM cat.1 : Demandeurs d'emploi en recherche immédiate d'un emploi en CDI

Emploi	1999	2007	Evol. 07/99 ⁽¹⁾
Emploi total	2 790	2 863	+0,3%
Emploi non salarié	321	239	-3,2%
Emploi salarié	2 469	2 624	+0,8%
Agriculture	m	117	-
Industrie	m	116	-
BTP	m	123	-
Services marchands	m	1 035	-
Services non marchands	m	1 233	-

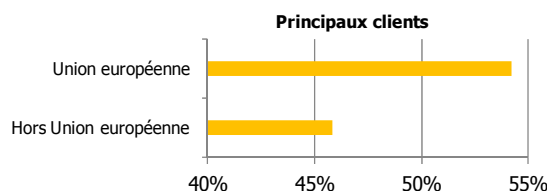
(1) Evolution en moyenne par an ; m : valeur manquante
Source : INSEE

Déficit structurel de la balance commerciale

L'archipel ayant peu de production propre, il dépend très largement de l'extérieur pour son approvisionnement. En raison de sa proximité géographique, le Canada est le principal fournisseur avec plus de la moitié de la valeur totale des importations (57 % en 2011), tandis que la part de l'Union européenne oscille entre 35 % et 40 %. Les exportations sont exclusivement constituées de produits de la pêche et principalement à destination de l'Union européenne (54 % en 2011).



Source : Service des Douanes



Source : Service des Douanes

Importations en valeur (milliers d'euros)	2011
Produits manufacturés	41 641
Produits pétroliers	16 144
Produits alimentaires	15 753
Produits bruts	5 580
Total	79 118

Source : Service des Douanes

Exportations en valeur (milliers d'euros)	2011
Poisson frais ou congelé	747
Poisson salé, fumé et séché	652
Crustacés frais, réfrigérés	236
Mollusques frais, congelés	53
Mouvement des entrepôts	179
Total	1 867

Source : Service des Douanes

PRÉDOMINANCE DU SECTEUR TERTIAIRE

Les principales activités de l'archipel sont les services administrés, le BTP et le commerce, qui représentent plus des deux tiers de la création de valeur. L'économie locale se caractérise en outre par un important tissu de structures artisanales représentant plus du quart des entreprises recensées.

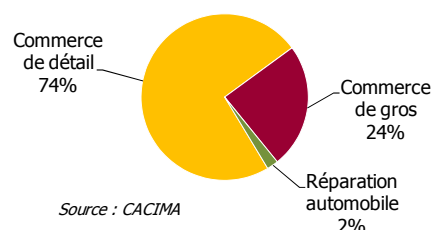
Indicateurs sectoriels	2011	Evol. 11/01 ⁽¹⁾
Entrées de touristes	11 450	-2,0%
Nombre d'entreprises	570	+2,5%
<i>dont entreprises artisanales</i>	<i>155</i>	<i>-1,6%</i>
Consommation d'électricité (en MWh)	43 494	+2,4%
Prises de la pêche artisanale (en tonnes)	1 291	-2,9%
Prises de la pêche industrielle (en tonnes)	816	-6,0%

(1) Taux de croissance annuel moyen
Sources : PAF, CACIMA, EDF, DTAM

Dynamisme du commerce local malgré un marché restreint

Le secteur du commerce contribue significativement à l'activité économique (9% de la création de richesses en 2008). Au cours des dernières années, quelques surfaces de plus de 400 m² se sont développées, auxquelles s'ajoute un tissu relativement dense de petits commerces. Les commerces de l'archipel doivent faire face à de nombreuses contraintes telles que l'étroitesse du marché, la concurrence de la vente par correspondance ainsi que celle du marché terre-neuvien.

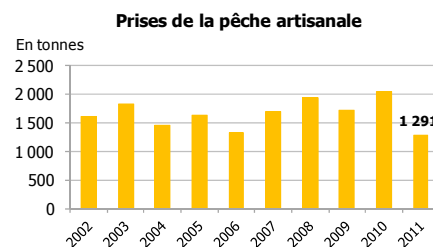
Répartition des entreprises commerciales en 2011



Source : CACIMA

Difficultés structurelles de l'activité halieutique

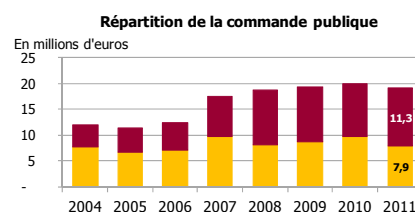
La pêche a longtemps été la principale source de richesse de l'archipel, mais l'extension de la zone économique exclusive (ZEE) du Canada à 200 milles marins au détriment de la ZEE française en 1992 a pesé sur l'activité halieutique de l'archipel. De plus, les quotas attribués selon les espèces et les zones de pêche (française, canadienne...) sont en diminution depuis le moratoire. Deux types de pêche coexistent à Saint-Pierre-et-Miquelon : la pêche artisanale, dont la saison s'étend d'avril à novembre, et la pêche industrielle qui prend le relais entre novembre et mars. Des incertitudes continuent toutefois de peser sur ce secteur, notamment depuis la fermeture en 2011 de la principale usine de transformation des produits de la mer de Saint-Pierre, qui s'est répercuté sur le volume de prises.



Source : DTAM

Importance de la commande publique dans la construction

Le BTP représente un moteur important pour l'économie locale depuis le déclin de l'activité halieutique. Les travaux réalisés au titre de la commande publique ont presque doublé sur les cinq dernières années, les chantiers réalisés atteignant près de 20 millions d'euros. L'activité s'articule traditionnellement autour de grands projets structurants, un nouvel hôpital et une centrale EDF sont en cours de construction.



Source : DTAM

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Concentration du marché du crédit

Après une relative stabilité du paysage bancaire et financier tout au long des années 2000, la fin de la décennie est marquée par l'émergence de nouveaux acteurs. La Banque Postale a démarré ses activités en septembre 2008 avec une offre de services limitée à la gestion de comptes courants. Par ailleurs, la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon (BDSPM) est créée en juin 2009 suite à la fusion-absorption du Crédit Saint-Pierrais par la Banque des Îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

Principaux indicateurs monétaires et financiers	2001	2011
Nombre d'habitants par guichet bancaire	1 053	1 021
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 579	1 531
Nombre de comptes bancaires de la clientèle	18 602	18 182
Actifs financiers des agents économiques (millions d'euros)	147	202
Encours sains des agents économiques (millions d'euros)	110	142
Taux de créances douteuses (%)	4,5	6,5

Source : IEDOM

À la fin de l'année 2011, l'activité bancaire et financière de l'archipel s'organise autour de cinq établissements : deux banques commerciales (la Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon et La Banque Postale), une banque coopérative (la Caisse d'épargne Ile-de-France), une société financière (la Coopérative immobilière des îles Saint-Pierre-et-Miquelon) et une institution financière spécialisée (l'Agence française de développement).

Dynamisme du crédit à l'habitat

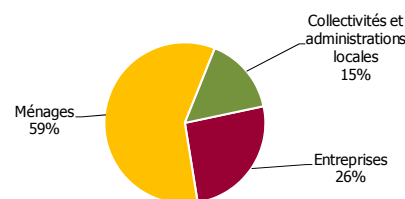
Les établissements de crédit locaux occupent une place prépondérante dans le financement de l'économie : ils concentrent près de 95 % des crédits octroyés fin 2011, contre environ 82 % à la fin de l'année 2001. Par ailleurs la part des encours octroyés aux ménages ne cesse de se renforcer, progressant de plus de dix points sur les dix dernières années. Cette évolution est principalement liée au dynamisme des crédits à l'habitat, qui représentent près de la moitié des encours octroyés en 2011, contre seulement 36 % en 2001.

Par ailleurs, le taux de créances douteuses, qui avait fortement progressé durant la première moitié des années 2000, enregistre une diminution régulière depuis 2006 en raison de l'amélioration de la qualité des risques.

Evolution des encours sains	2001	2011
Ménages	52	83
Dont crédit à la consommation	7	14
Dont crédit à l'habitat	39	69
Entreprises	28	36
Dont crédit d'exploitation	11	8
Dont crédit d'investissement	13	27
Collectivités et administrations locales	28	22
Total	110	142

Source : IEDOM

Répartition des encours par agent en 2011



Source : IEDOM

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr